

10 mai 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFÉRENCE DE PRESSE DE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE - Conseil européen informel de Sibiu

Bonjour, Mesdames et Messieurs.

Nous avons donc tenu cette réunion à 27, en ce jour de l'Europe, ce 9 mai, réunion qui était importante pour justement évoquer les sujets d'avenir, et nous avons pu le faire en deux temps. D'abord, en parlant des sujets stratégiques extérieurs, puis des sujets intérieurs, et au fond, parler à chaque fois de l'avenir de notre Europe. Cette réunion était importante à mes yeux à trois égards : d'abord, parce que nous nous sommes concentrés sur autre chose que la gestion des crises et du quotidien, et en particulier du Brexit, en face à la crise du multilatéralisme que nous vivons, face à la montée chinoise dans beaucoup de domaines, nous avons besoin d'une Europe qui protège, qui porte aussi notre avenir, et qui est au bon niveau aussi, notre forme d'expression de notre souveraineté. C'est pourquoi je pense que ces élections sont extrêmement importantes. Enfin, cette réunion a permis de poser les jalons de l'agenda européen pour les cinq prochaines années. Nous avons eu une longue discussion sur ces sujets, mais je veux ici souligner trois priorités qui ont largement structuré nos échanges, et je pourrai revenir dans le détail sur ces sujets, comme sur d'autres, en fonction de vos questions.

D'abord, il y a un clair consensus pour dire que le climat doit faire partie de la stratégie à venir de l'Europe. Le texte proposé, d'ailleurs, par la présidence, pour l'agenda des leaders, était très clair sur ce point, et de très bonne qualité. Mais nous avons besoin de redoubler, si je puis dire, d'ambition climatique et environnementale, en Europe. C'est ce que demandent nos jeunes, partout dans le continent, c'est ce qu'impose la situation de la planète, qu'il s'agisse de réchauffement climatique comme de biodiversité, et c'est très clairement la crédibilité de l'Europe et la construction de son modèle qui en dépendent. A cet égard, je me félicite qu'à notre initiative, 9 pays aient signé une contribution essentielle qui défende un renforcement de nos objectifs climatiques, et en particulier la neutralité carbone, et donc le zéro émission, en 2050. De même que nous poussons fortement à la mise en place de financements adaptés pour l'investissement dans la transition écologique, et j'ai proposé à cette fin de mettre en place une Banque du climat, qui permettra de porter toute cette ambition au niveau européen. Il y a évidemment toutes les réformes que nous devons porter aussi, pour un prix minimum du CO2 en Europe, comme une taxation à nos frontières. L'ambition climatique doit faire partie du cœur de stratégie de la Commission et du Parlement européens à venir.

Ensuite, très clairement, il y a la politique de souveraineté, de sécurité, de voisinage, dont nous avons longuement discuté aujourd'hui, qui doit faire partie de notre vision à venir. L'Europe n'est pas une île, elle vit au milieu de dangers, d'opportunités, en tout cas, de mouvements qui ne dépendent pas que de nous, mais qui supposent les partenariats les plus constructifs avec nos voisinages, et la juste protection de nos frontières, pour que nos intérêts et nos concitoyens soient préservés. Ce qui veut dire qu'à mes yeux, un deuxième axe extrêmement structurant de notre politique européenne, c'est cette bonne politique de développement, de sécurité et de protection de nos frontières, qui passe, à mes yeux, par un partenariat fort avec l'Afrique. Nous avons fait beaucoup ces dernières années, et je pense qu'on ne pourra pas régler les risques potentiels qu'il y a, comme les opportunités pour l'Europe qu'il peut y avoir, si nous ne sommes pas plus acteurs, plus partenaires et dans un partenariat équilibré avec le continent africain. C'est, à mes yeux, au cœur de cette priorité, mais dans le même temps, l'Europe doit aussi être plus lucide et efficace dans la protection de ses intérêts et de ses frontières, c'est pourquoi je plaide très fortement, avec plusieurs autres collègues, pour une refondation de ce qu'on appelle aujourd'hui Schengen. On en voit les limites avec l'incapacité que nous avons depuis plusieurs mois à revenir sur les 7 directives en cours et réformer en profondeur nos procédures, mais on a besoin de définir un espace commun, au sein de cet espace d'avoir une même politique d'asile pour éviter tous les déséquilibres, d'avoir une même politique efficace de nos frontières communes, et d'avoir une vraie solidarité au sein de cet espace pour que ce ne soit pas simplement les pays d'accueil ou les pays les plus attractifs au sein de cet espace qui aient l'essentiel de la charge. Aujourd'hui, tel qu'il a été pensé, l'espace Schengen ne fonctionne plus de manière satisfaisante. Il faut donc refonder, faire appliquer pleinement les règles et refonder de manière beaucoup plus exigeante, comme je l'ai déjà plusieurs fois proposé, la chose.

Enfin, le troisième axe de nos prochaines années, à mes yeux, repose très profondément sur la redéfinition, le renforcement de ce que j'appellerais le modèle économique et social de croissance européen. Les 70 dernières années ont reposé sur une certaine vision du progrès qui était la nôtre, permettant d'apporter le progrès aux

classes moyennes, de développer chacun, et l'Union européenne a été créée justement sur cette capacité, par l'économie sociale de marché, d'assurer le progrès à chacun. Ce progrès est défailant ces dernières années parce que nous avons vécu des crises économiques et financières, parce qu'aussi notre propre modèle a un peu oublié cet objectif. Donc la construction, pour moi, du modèle économique et social de demain en Europe passe par des ambitions qu'on doit se fixer : d'abord, que nous soyons leader de l'innovation, de la création de valeurs de demain. Ça veut dire une Europe qui investit massivement dans le numérique, l'intelligence artificielle, l'industrie environnementale. L'initiative que nous avons prise sur les batteries avec les Allemands en fait partie, mais nous devons avoir un vrai budget dédié de formation, de recherche et de politiques industrielles, et être au cœur de cette ambition qui sera la croissance de l'Europe de demain. Ensuite, ça veut dire une Europe qui a aussi une vraie politique sociale. On a eu une très longue discussion qui était passionnante. Beaucoup de pays, pour la première fois, nous expliquaient, à l'Est de l'Europe ou au Sud : moi, j'ai un problème, je perds de la population et je perds des travailleurs. Mais pourquoi ? Parce que le modèle économique d'autre pays s'est construit sur cette main-d'œuvre économique à bas coût qui, quittant ces pays, est allée vers d'autres. Donc on voit bien que le modèle strict de compétitivité jouant sur le dumping social ne fonctionne plus en Europe, c'est pourquoi je crois très profondément que cette croissance européenne de demain doit aussi reposer sur une nouvelle convergence sociale. C'est pour cela qu'au cœur du projet de renaissance, pour ma part, que je porte, je crois à cette idée d'avoir un salaire minimum dans tous les pays de l'Union européenne et de recréer de la convergence sociale. On ne part pas tous de la même situation. La France a un salaire minimum, que je défends et que je ne laisserai personne renier, qui est compatible avec notre compétitivité. On pourra revenir sur ce point parce que nous avons mis en place les dispositifs qui permettent de le faire. Beaucoup de pays encore, au sein de l'Union, n'ont pas de salaire minimum, donc il faut pouvoir ancrer partout et pouvoir monter progressivement les standards pour qu'il y ait à nouveau cette vraie convergence. Et puis ce modèle économique, cette croissance de demain, ce modèle de progrès européen passe aussi par la mise en cohérence de notre politique industrielle et commerciale avec ces objectifs. Je l'ai rappelé avec beaucoup de force, la France s'est en effet opposée à un nouveau mandat de négociation avec les États-Unis d'Amérique parce que les États-Unis sont sortis de l'accord de Paris, et je crois très profondément que si nous voulons défendre en Europe un vrai modèle de progrès économique, social et environnemental, on a besoin d'avoir une politique commerciale qui intègre nos objectifs environnementaux et sociaux, sinon on fait faire des efforts à nos entreprises, à nos concitoyens, mais on devient un marché ouvert qui ne défend plus nos concitoyens et nos entreprises face aux compétiteurs internationaux. Pour moi, ces aspects sont au cœur de ce nouveau modèle économique et social de croissance et de progrès, et au cœur de ce que nous aurons à défendre dans les prochaines années en Europe ; et c'est pour cela que l'euro, notre politique industrielle et environnementale, notre politique énergétique sont au cœur de cette ambition. J'ai eu l'occasion de le rappeler encore ces derniers jours en recevant la Confédération européenne des syndicats. C'est ce qui est aujourd'hui en jeu, ce qui sera en jeu le 26 mai prochain et dans les semaines qui viennent. Au fond, nous avons à bâtir dans ces semaines – et cette discussion était, à cet égard, extrêmement importante – nous avons à bâtir le nouvel agenda de l'Europe pour les 5 années à venir, qui doit être un agenda d'ambition, de progrès pour nos concitoyens et qui doit être, à mes yeux, le cœur de l'ambition que doit se donner la coalition de progrès pour laquelle je veux que nous nous battions. Il y aura des sensibilités diverses, mais nous avons à construire en Europe une coalition de progrès qui permettra d'avancer et qui ne devra rien céder à la coalition de la destruction et du délitement.

Je vous remercie.